

RCS : DRAGUIGNAN

Code greffe : 8302

Actes des sociétés, ordonnances rendues en matière de société, actes des personnes physiques

REGISTRE DU COMMERCE ET DES SOCIETES

**Le greffier du tribunal de commerce de DRAGUIGNAN atteste l'exactitude des informations transmises ci-après**

Nature du document : Actes des sociétés (A)

Numéro de gestion : 1990 B 00045

Numéro SIREN : 352 817 969

Nom ou dénomination : HOLDFIN

Ce dépôt a été enregistré le 07/11/2018 sous le numéro de dépôt 13037

Duplicata  
GREFFE DU  
TRIBUNAL DE COMMERCE  
DE DRAGUIGNAN

Palais de Justice CS 60223  
83006 DRAGUIGNAN Cédex  
IBAN: FR79 4003 1000 0100 0035 7892 M97  
INTERNET: www.infogreffe.fr  
TEL : 04.94.50.83.27

## RECEPISSE DE DEPOT

SCP VALLET-BAIN-CONCEDIEU-OULLIER  
notaires associés

158 boulevard des Martyrs de la Résistance  
immeuble l'Antigone A  
83300 Draguignan

V/REF :  
N/REF : 90 B 45 / 2018-A-13037

Le greffier du tribunal de commerce de Draguignan certifie qu'il a reçu le 07/11/2018, les actes suivants :

Acte notarié en date du 09/10/2018  
- Donation de parts

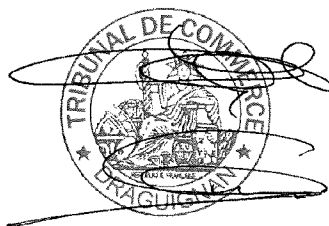
Statuts mis à jour

Concernant la société

HOLDFIN  
Société à responsabilité limitée  
zone industrielle les Incapis  
chemin des Incapis  
83300 Draguignan

Le dépôt a été enregistré sous le numéro 2018-A-13037 le 07/11/2018  
R.C.S. DRAGUIGNAN 352 817 969 (90 B 45)

Fait à DRAGUIGNAN le 07/11/2018,  
LE GREFFIER



Inscrit au : SERVICE DE LA PUBLICITE FONCIERE ET DE  
L'ENREGISTREMENT  
DRAGUIGNAN 2  
Le 16/10 2018 Dossier 2018 00055121, référence 8304P02 2018 N 01874  
Enregistrement : 0 € Penalités : 0 €  
Total liquidé : Zero Euro  
Montant reçu : Zero Euro  
L'Agent administratif des finances publiques

Florence VALADE  
Agent Administratif Principal  
des Finances Publiques

GREFFE DU TRIBUNAL  
DE COMMERCE

- 7 NOV. 2018

83300 DRAGUIGNAN  
Déposé sous le n°

A 13037

100734702

MB/PG/

L'AN DEUX MILLE DIX-HUIT,

Le NEUF OCTOBRE,

A DRAGUIGNAN (Var), 158 Boulevard des Martyrs de la Résistance,  
PARDEVANT Maître Thomas VALLET Notaire Associé de la Société  
Civile Professionnelle "Michel BAIN, Agnès CONCEDIEU-OULLIER et Thomas  
VALLET, notaires, associés d'une société civile professionnelle titulaire d'un  
Office Notarial" à DRAGUIGNAN (Var), 158 Boulevard des Martyrs de la  
Résistance,

EST ETABLIE LA PRESENTE DONATION DE PARTS SOCIALES, à la  
requête des personnes ci-après nommées :

#### IDENTIFICATION DES PARTIES

##### DONATEURS

Monsieur Dominique Jean Antoine **CHAUFFOUR**, Ingénieur Chimiste, et  
Madame Marie-Hélène Charlotte **BOMBEZIN**, Directeur Administratif, son épouse,  
demeurant ensemble à DRAGUIGNAN (83300) 1715 chemin du Pas du Loup.

Monsieur est né à TOURS (37000) le 13 avril 1951,

Madame est née à TOURS (37000) le 14 décembre 1951.

Mariés à la mairie de TOURS (37000) le 1er juillet 1974 sous le régime de la  
communauté d'acquêts à défaut de contrat de mariage préalable.

Ce régime matrimonial n'a pas fait l'objet de modification.

Monsieur est de nationalité française.

Madame est de nationalité française.

Résidents au sens de la réglementation fiscale.

Ci-après dénommés " le DONATEUR "

##### DONATAIRES

-I-

Monsieur Vincent Charles Antoine Jean **CHAUFFOUR**, Ingénieur, époux de  
Madame Béatrice Noélie Isabelle **DEMARIA**, demeurant à ALTHEN-DES-PALUDS  
(84210) 98 rue d'Entraigue.

Né à LA GARENNE COLOMBES (92250) le 9 mars 1977.

*[Handwritten signatures]*

Marié à la mairie de FLAYOSC (83780) le 29 juin 2002 sous le régime de la communauté d'acquêts à défaut de contrat de mariage préalable.  
Ce régime matrimonial n'a pas fait l'objet de modification.  
De nationalité française.  
Résident au sens de la réglementation fiscale.

**- II -**

Mademoiselle Eglantine Charlotte **CHAUFFOUR**, Ingénieur, demeurant à CA 9540 - 2719 (ETATS-UNIS) 5029 Gregory Court SANTA ROSA.  
Née à CHARTRES (28000) le 21 février 1987.  
Célibataire majeure.  
Non liée par un pacte civil de solidarité.  
De nationalité Française.  
Non résidente au sens de la réglementation fiscale.

**- III -**

Monsieur Grégoire Dominique **CHAUFFOUR**, Ingénieur, époux de Madame Mélissa **MORAVCIK**, demeurant à PRUILLE-LE-CHETIF (72700) 6 Bis route de Rouillon.  
Né à CHARTRES (28000) le 9 septembre 1980.  
Marié à la mairie de DRAGUIGNAN (83300) le 31 juillet 2009 sous le régime de la communauté d'acquêts à défaut de contrat de mariage préalable.  
Ce régime matrimonial n'a pas fait l'objet de modification.  
De nationalité Française.  
Résident au sens de la réglementation fiscale.

**DONATAIRES** à concurrence d'un tiers chacun.

Ci-après dénommés " le **DONATAIRE**",

**SEULS ENFANTS** du "**DONATEUR**" et ses seuls présomptifs héritiers.

**PRESENCE - REPRESENTATION**

**Donateurs**

Monsieur Dominique **CHAUFFOUR** et Madame Marie-Hélène **BOMBEZIN**, son épouse, sont présents à l'acte.

**Donataires**

Monsieur Vincent **CHAUFFOUR**, époux de Madame Béatrice Noélie Isabelle **DEMARIA**, Monsieur Grégoire **CHAUFFOUR**, époux de Madame Mélissa **MORAVCIK**, et Mademoiselle Eglantine **CHAUFFOUR** sont non présents à l'acte mais représentée par :

*Madame Patricia GIRAUDI Notaire assistant de Maître Thomas VALLET Notaire soussigné, ici présente, domiciliée professionnellement à DRAGUIGNAN (Var) 158 Boulevard des Martyrs de la Résistance, en vertu des pouvoirs qui lui ont été spécialement conférés à l'effet des présentes aux termes, savoir :*

*- pour Monsieur Vincent CHAUFFOUR, d'une procuration authentique reçue par Maître Michel BAIN Notaire à DRAGUIGNAN le 20 septembre 2018 dont une copie est demeurée jointe et annexée à la minute des présentes après mention,*

*J. de. P. MC*

- pour Monsieur Grégoire CHAUFFOUR, d'une procuration authentique reçue par Maître Michel BAIN Notaire à DRAGUIGNAN le 20 septembre 2018 dont une copie est demeurée jointe et annexée à la minute des présentes après mention,

- Pour Mademoiselle Eglantine CHAUFFOUR, d'une procuration authentique reçu par Monsieur Thierry BOGNON Consul Adjoint, Chef de Chancellerie au Consulat Général de France à SAN FRANCISCO (Etats-Unis d'Amérique) le 6 septembre 2018, dont une expédition certifiée conforme à la minute de l'acte déposé en la Chancellerie du Consulat Général de France à San Francisco, est demeurée jointe et annexée à la minute des présentes après mention.

### **DONATION EN INDIVISION**

La donation est, compte tenu de la nature des biens, consentie en indivision entre les donataires, cette indivision étant soumise aux règles du Code civil.

Par suite, l'utilisation aux présentes de la terminologie "le DONATAIRE" représentera l'ensemble des donataires dans leurs obligations résultant tant de la donation que de l'application des règles de l'indivision.

Les donataires sont avertis que s'ils venaient à partager entre eux un ou plusieurs biens indivis, un droit de partage serait exigible sur l'actif net partagé, ainsi qu'un droit de vente sur la soulte, conformément aux dispositions des articles 746 et 747 du Code général des impôts. S'ils venaient à céder leurs parts indivises à titre de licitation, un droit de vente serait alors exigible sur le prix des parts cédées, conformément aux dispositions de l'article 750, I du même code.

### **DOCUMENTS RELATIFS A LA CAPACITE DES PARTIES**

Les pièces suivantes ont été produites à l'appui des déclarations des parties sur leur capacité :

#### **Concernant le DONATEUR :**

- Extrait d'acte de naissance.
- Carte nationale d'identité.

#### **Concernant le DONATAIRE :**

- Extrait d'acte de naissance.
- Carte nationale d'identité.

Ces documents ne révèlent aucun empêchement des parties à la signature des présentes.

### **EXPOSE**

Préalablement à la donation faisant l'objet des présentes, les parties ont exposé ce qui suit :

Aux termes d'un acte sous seing privé en date à MONACO du 28 novembre 1989, enregistré à DRAGUIGNAN le 7 décembre 1989, Folio 82, Bordereau 521/1, , il a été constitué une Société à Responsabilité Limitée dénommée "HOLDFIN", ayant son siège social à DRAGUIGNAN (Var) Zone Industrielle "LES INCAPIS", pour une durée de cinquante (50) ans à compter de son immatriculation au Registre du commerce et des sociétés.

Lesdits statuts ont été modifiés et mis à jour le 2 juillet 1993, suite à l'assemblée générale en date du même jour dont copie est demeurée jointe et annexée à la minute des présentes après mention.

Une copie certifiée conforme par la gérante, desdits statuts mis à jour, est demeurée jointe et annexée à la minute des présentes après mention.

L'objet de la société tel qu'il résulte desdits statuts est ci-après intégralement relaté :

*"... La société a pour objet la création, la vente et l'exploitation de toutes entreprises industrielles et commerciales dont l'activité se développe dans la recherche, la fabrication, la vente de produits paramédicaux, hygiéniques, pharmaceutiques et diététiques.*

*L'acquisition totale ou partielle de toute entreprise dont l'objet social est similaire à celui défini ci-dessus et plus particulièrement l'acquisition de la majorité du capital de la société SARL SIECO au capital de deux cent quatre-vingt-dix-neuf mille neuf cent soixante-quinze francs, dont le siège social est à DRAGUIGNAN.*

*Et plus généralement, toutes opérations de quelque nature qu'elles soient, juridiques, économiques et financières, civile et commerciales, se rattachant à l'objet sus-indiqué, ou tous autres objets similaires ou connexes, de nature à favoriser directement ou indirectement, le but poursuivi par la société, son extension et son développement..."*

Ladite société est immatriculée au Registre du commerce et des sociétés de DRAGUIGNAN, sous le numéro B 352 817 969, depuis le 6 février 1990 et identifiée au SIRET sous le numéro 352 817 969 00012.

La durée de la société expire le 27 novembre 2039, ainsi qu'il résulte du Kbis de la société demeuré joint et annexé à la minute des présentes après mention.

Le capital social a été fixé, lors de la constitution de la société, à la somme de 50.000,00 Francs, soit 7.622,45 Euros, divisé en cent (100) parts, lors de 500,00 Francs, soit 76,22 Euros chacune, numérotées de 1 à 100,

Lesquelles parts sociales sont actuellement réparties, ainsi qu'il résulte des statuts mis à jour le 2 juillet 2013, dont une copie certifiée conforme par la gérante est demeurée jointe et annexée à la minute des présentes après mention, de la façon suivante :

- à Monsieur Dominique CHAUFFOUR, titres numérotés de 1 à 35 et de 76 à 90.

*Observation étant ici faite que seul Monsieur Dominique CHAUFFOUR, donateur aux présentes, est associé de la société dont dépendent les parts sociales objet des présentes, lesquelles parts dépendent néanmoins de la communauté de biens existant entre Monsieur Dominique CHAUFFOUR et Madame Marie-Hélène BOMBEZIN, son épouse, tous deux donataires aux présentes.*

- à Madame Marie Noëlle DELAGE, 50 parts sociales, numérotés de 36 à 75, et de 91 à 100.

La société est actuellement dirigée par Madame Marie-Hélène BOMBEZIN épouse CHAUFFOUR, donatrice aux présentes, et gérante non associé de la société HOLDFIN, fonction à laquelle elle a été nommée aux termes d'une assemblée générale de la société en date à DRAGUIGNAN du 4 novembre 1995 dont une copie certifiée conforme du procès-verbal est demeurée jointe et annexée à la minute des présentes après mention.

*D. Chauffour, M. H. B.*

### Dispense d'agrément

Aux termes de l'article treize (13) des statuts, et conformément aux dispositions de l'article L 223-13 du Code de Commerce, **les titres sont librement cessibles entre associés, conjoint, ascendants et descendants.**

Le **DONATAIRE** a la qualité de descendant du **DONATEUR**.

En conséquence, la présente cession n'est pas soumise à agrément.

### INFORMATION DES SALARIES

La loi numéro 2014-856 du 31 juillet 2014 codifiée aux articles L 23-10-1 et suivants du Code de commerce instaure une obligation d'information préalable des salariés dans certaines hypothèses de cession de titres sociaux.

Le **DONATAIRE** étant un descendant du **DONATEUR**, la donation n'est pas concernée par les dispositions de la loi numéro 2014-856 du 31 juillet 2014.

**Ceci exposé**, il est passé à la donation objet des présentes.

### DONATION

Le **DONATEUR** fait donation, selon les modalités ci-après exprimées, au **DONATAIRE**, qui accepte, de :

**LA TOUTE PROPRIETE** de :

### DESIGNATION

**CINQUANTE (50) parts sociales** numérotées de 1 à 35, et de 76 à 90, entièrement libérées, de la société à responsabilité limitée HOLDFIN, sus-désigné en l'exposé qui précède.

Ce bien dépend de la communauté de biens existant entre les donateurs.

### EVALUATION

La valeur en toute propriété d'une part sociale étant de SEPT MILLE DEUX CENTS EUROS (7.200,00 Euros) ainsi expressément déclaré par les parties aux présentes, la valeur de la totalité des cinquante parts sociales données aux termes des présentes est de TROIS CENT SOIXANTE MILLE EUROS, ci

360 000,00 EUR

*Soit pour la valeur donnée par :*

- *Monsieur Dominique CHAUFFOUR : 180.000,00 Euros, ainsi répartie entre les donataires :*

- \* *Monsieur Vincent CHAUFFOUR : 60.000,00 Euros*
- \* *Monsieur Grégoire CHAUFFOUR : 60.000,00 Euros*
- \* *Mademoiselle Eglantine CHAUFFOUR : 60.000,00 Euros*

- *Madame Marie-Hélène CHAUFFOUR : 180.000,00 Euros, ainsi répartie entre les donataires :*

- \* *Monsieur Vincent CHAUFFOUR : 60.000,00 Euros*
- \* *Monsieur Grégoire CHAUFFOUR : 60.000,00 Euros*
- \* *Mademoiselle Eglantine CHAUFFOUR : 60.000,00 Euros*

Les donateurs aux présentes déclarent expressément que les parts sociales données sont libres de tout nantissement, saisie ou autre mesure pouvant faire obstacle à la cession, anéantir ou réduire les droits du **DONATAIRE**.

*T*      *DC*      *P*      *MHC*

## MODALITES DE LA DONATION

### CARACTERISTIQUE DE LA DONATION

La présente donation est faite par le **DONATEUR** en **avancement de part successorale**.

Les parties précisent qu'elles n'entendent apporter aucune dérogation aux règles légales relatives au rapport à faire par le **DONATAIRE** à raison de la présente donation, conformément aux dispositions de l'article 860, alinéas 1 et 2, du Code civil.

Le **DONATEUR** interdit au **DONATAIRE** d'effectuer son rapport en nature.

Il est précisé que le rapport se fera à concurrence de moitié dans la succession de chacun des donateurs.

### CLAUSE D'EXCLUSION DE COMMUNAUTE

A titre de condition essentielle et déterminante des présentes, le **DONATEUR** exige que le ou les **BIENS** donnés restent exclus de toute communauté ou société d'acquêts présente ou à venir du **DONATAIRE** que ce soit par mariage ou remariage subséquent ou changement total ou partiel de régime matrimonial.

Il en sera de même pour le ou les **BIENS** qui viendraient à leur être subrogés.

Le **DONATAIRE** déclare avoir été parfaitement informé par le rédacteur des présentes de l'utilité et des formes du remploi visé à l'article 1434 du Code civil.

Cette clause d'exclusion est limitée à la durée de vie du **DONATEUR**.

### RAPPORT DE DONATION SI RENONCIATION A SUCCESSION

A titre de condition essentielle, le **DONATEUR** exige, dans le cas où le **DONATAIRE** renoncerait à sa succession, que cette donation soit néanmoins rapportée à celle-ci conformément aux dispositions de l'article 845 du Code civil, le rapport étant alors évalué conformément aux dispositions des articles 843 et suivants du Code civil.

Le **DONATAIRE** est informé qu'en ce cas le rapport se fait en valeur et que, si la valeur rapportée excède les droits qu'il aurait dû avoir dans le partage s'il y avait participé, il devra indemniser les héritiers acceptants à concurrence de cet excédent.

### RENONCIATION AU DROIT DE RETOUR CONVENTIONNEL

Le **DONATEUR** déclare dès à présent formellement renoncer en faveur du **DONATAIRE**, qui accepte, au droit de retour en cas de prédécès dudit **DONATAIRE** sans postérité. Etant précisé que ce droit de retour s'il avait été retenu par le **DONATEUR** au titre d'un droit conventionnel ne se limitait pas à sa part successorale dans la succession du **DONATAIRE**.

Le notaire précise toutefois qu'aux termes des dispositions de l'article 738-2 du Code civil, lorsque les père et mère ou l'un d'eux survivent au défunt et que celui-ci n'a pas de postérité, ils peuvent dans tous les cas exercer un droit de retour, droit de retour légal en l'espèce donc, à concurrence des quote-parts fixées au premier alinéa de l'article 738, sur les biens que le défunt avait reçus d'eux par donation. La valeur de la portion des biens soumise au droit de retour s'impute en priorité sur les droits successoraux des père et mère. Lorsque le droit de retour ne peut s'exercer en nature, il s'exécute en valeur, le tout, à la différence du droit de retour conventionnel, dans la limite de l'actif successoral.

Le premier alinéa de l'article 738 dispose que lorsque les père et mère survivent au défunt et que celui-ci n'a pas de postérité, mais des frères et sœurs ou des descendants de ces derniers, la succession est dévolue, pour un quart, à chacun des père et mère et, pour la moitié restante, aux frères et sœurs ou à leurs descendants.

J. D.C. R. M.C.

### AUTORISATION D'ALIENER ET DE NANTIR

Le **DONATEUR** autorise dès à présent le **DONATAIRE**, qui accepte, à disposer tant à titre gratuit qu'à titre onéreux des parts sociales présentement données,

Le **DONATEUR** autorise également le **DONATAIRE** à nantir les parts sociales présentement données.

Le **DONATEUR** déclare, en outre, dispenser le notaire qui sera chargé d'établir l'un des actes de disposition visés ci-dessus de le rappeler dans l'acte pour réitérer le présent accord.

### ACTION REVOCATOIRE - RENONCIATION

Le notaire soussigné rappelle aux parties les dispositions des articles 953 et 955 du Code civil :

Article 953 :

*"La donation entre vifs ne pourra être révoquée que pour cause d'inexécution des conditions sous lesquelles elle aura été faite, pour cause d'ingratitude, et pour cause de survenance d'enfants."*

Article 955 :

*"La donation entre vifs ne pourra être révoquée pour cause d'ingratitude que dans les cas suivants :*

*1° Si le donataire a attenté à la vie du donateur ;*

*2° S'il s'est rendu coupable envers lui de sévices, délits ou injures graves ;*

*3° S'il lui refuse des aliments."*

Le **DONATEUR** entend ne pas vouloir se prévaloir de la cause de survenance d'enfant ni de la non exécution des charges et conditions des présentes.

Pour ce qui de la cause d'ingratitude, le **DONATEUR** ne peut y renoncer avant que le fait constitutif d'ingratitude se soit produit.

### CONDITIONS SPECIFIQUES AU BIEN DONNE

#### PROPRIETE - JOUISSANCE

Le **DONATAIRE** sera propriétaire des parts sociales présentement données à compter de ce jour. Il en aura la jouissance également à compter de ce jour.

Dès cette date, il sera subrogé dans tous les droits et obligations attachés à ces parts sociales.

Le **DONATAIRE** aura seul droit aux dividendes mis en paiement pendant les exercices ultérieurs.

Les revenus des titres donnés qui seraient distribués postérieurement à ce jour au titre de l'exercice social actuellement en cours seront répartis prorata temporis entre le **DONATEUR** et le **DONATAIRE**.

### ABSENCE DE CREANCE DU DONATEUR CONTRE LA SOCIETE

Le **DONATEUR** déclare expressément qu'il n'existe pas de compte-courant à son nom.

### CONDITIONS

#### TRANSMISSION DE TITRES DE SOCIETE

Le **DONATAIRE** déclare avoir connaissance des statuts régissant les titres de société donnés, et en avoir une copie en sa possession. Le droit de vote s'exercera conformément aux statuts ou, à défaut, conformément à la loi si les statuts n'étaient plus à jour de dispositions impératives.

T. D.C. P. MC

La société est actuellement dirigée par Madame Marie-Hélène BOMBEZIN épouse CHAUFFOUR, donatrice aux présentes, et gérante non associée de la société HOLDFIN, ainsi que dit ci-dessus.

**Dispositions statutaires relatives à l'agrément en cas de donation :**

Les statuts de la société ne prévoient pas d'agrément dans l'hypothèse de la présente donation, ainsi que dit ci-dessus en l'exposé qui précède.

**Dispositions statutaires relatives au caractère indivisible des parts sociales :**

Il résulte des statuts notamment ce qui suit, ci-après littéralement retranscrit :

**"...ARTICLE 12 - INDIVISIBILITE DES PARTS SOCIALES**

*Les parts sociales sont indivisibles à l'égard de la société qui ne reconnaît qu'un seul propriétaire pour chacune d'elles.*

*A cet égard les indivisions successorales sont considérées comme un seul associé quel que soit le nombre de parts possédées par cette indivision.*

*Les copropriétaires indivis sont tenus de désigner l'un d'entre eux pour les représenter auprès de la société; à défaut d'entente, il appartient à l'indivisaire le plus diligent de faire désigner par voie de justice un mandataire chargé de le représenter.*

*Dans le cas où la majorité par tête est requise pour la validité des décisions collectives, l'indivision est comptée que dans une seule tête.*

*L'usufruitier représente valablement le nu-propriétaire à l'égard de la société dans les décisions ordinaires et le nu-propriétaire représente l'usufruitier dans les décisions extraordinaires..."*

Les donataires indivisaires aux présentes déclarent en prendre acte et désignent ici expressément en qualité de représentant de l'indivision qu'ils constituent, auprès de la société "HOLDFIN", Monsieur Grégoire CHAUFFOUR, qui accepte expressément cette mission.

**Modification des statuts :**

Comme conséquence de la donation, il y a lieu de modifier l'article des statuts concernant le capital social dont la rédaction sera désormais la suivante :

**« Article 7 - CAPITAL SOCIAL**

**Le capital social est fixé à la somme de SEPT MILLE SIX CENT VINGT-DEUX EUROS (7 622,00 EUR) et est divisé en CENT (100) parts sociale de soixante-seize euros et vingt-deux centimes (76,22 eur) de valeur nominale chacune, numérotées de 1 à 100, intégralement libérées, qui compte tenu de diverses cessions de parts sociales intervenues dans la société depuis sa création, se trouvent actuellement réparties entre les associés de la façon suivante :**

**- Monsieur Vincent CHAUFFOUR, Monsieur Grégoire CHAUFFOUR et Mademoiselle Eglantine CHAUFFOUR, indivisément entre eux, à concurrence de cinquante (50) parts sociales de 1 à 35 et de 76 à 90.**

**- Madame Marie Noëlle DELAGE, à concurrence de cinquante (50) parts sociales, numérotés de 36 à 75, et de 91 à 100. »**

**Publication :**

Un extrait du présent acte sera déposé au Greffe du Tribunal de commerce auprès duquel la société est immatriculée par les soins du notaire soussigné.

**Forme - condition et opposabilité des mutations :**

La mutation n'est opposable à la société qu'autant qu'elle lui aura été signifiée par acte d'Huissier de Justice ou qu'elle aura été acceptée par elle dans un acte authentique, conformément aux dispositions de l'article 1690 du Code civil.

La mutation ne sera pas opposable aux tiers qu'après dépôt au registre du commerce et des sociétés compétent d'une copie authentique de l'acte de mutation.

**Signification à la société - Dispense :**

Aux présentes, est à l'instant intervenu et a comparu Madame Marie-Hélène BOMBEZIN épouse CHAUFFOUR, donatrice aux présentes, intervenant ici en qualité de gérante de la société à responsabilité limitée "HOLDFIN", ainsi qu'il est dit ci-dessus,

Laquelle, connaissance prise de ce qui précède par la lecture que lui en a donnée le notaire soussigné, déclare, ès-qualités, conformément aux dispositions de l'article 1690 du Code civil, accepter la présente cession à titre gratuit de parts sociale, en vue de son opposabilité à la société et, par conséquent dispenser les parties de la signification par exploit d'huissier.

En outre, elle déclare qu'il n'existe entre ses mains aucune opposition ou empêchement quelconque pouvant arrêter l'effet de ladite cession.

**Déclaration sur les plus-values :**

La société dont il s'agit étant soumise à 'l'impôt sur les sociétés, le notaire soussigné a informé les parties sur la réglementation actuelle en matière de plus-values d'actions.

Les dispositions contenues à l'article 238 quindecies du Code général des impôts sont portées à la connaissance du **DONATEUR**.

L'article 238 quindecies du code général des impôts, exonère d'impôt sur le revenu et d'impôt sur les sociétés, sous certaines conditions, les plus-values réalisées dans le cadre d'une activité commerciale, industrielle, artisanale, libérale ou agricole lors de la transmission, à titre onéreux ou à titre gratuit, d'une entreprise individuelle, d'une branche complète d'activité ou, par assimilation, de l'intégralité des droits ou parts de sociétés de personnes considérés comme des éléments d'actif professionnels. L'exonération est totale si la valeur transmise est inférieure à trois cent mille euros (300.000 euros) et partielle si la valeur transmise est comprise entre trois cent mille et cinq cent mille euros (500.000 euros).

Les conditions sont précisées au Bulletin Officiel des Finances Publiques-Impôts sous la référence BOI-BIC-PVMV-40-20-50-20120912.

Le régime prévu à l'article 238 quindecies du CGI ne présente pas un caractère obligatoire et n'est mis en œuvre que sur option du contribuable. Celle-ci est exercée lors du dépôt de la déclaration de cessation ou de cession, au moyen d'un document signé, établi sur papier libre, indiquant l'option pour l'exonération des plus-values sur le fondement de l'article 238 quindecies du Code général des impôts ainsi que la date de la cession de l'entreprise, de la branche complète d'activité ou des parts.

Il incombe au contribuable d'être en mesure de justifier qu'il respecte les conditions prévues pour bénéficier de ce régime de faveur.

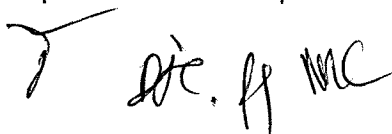
Le **DONATEUR** déclare sous sa seule responsabilité vouloir bénéficier de ces dispositions.

**MISE A JOUR DES STATUTS**

La publication de la mise à jour des statuts sera effectuée auprès du greffe du Tribunal de commerce compétent par les soins du notaire soussigné.

**ORIGINE DE PROPRIETE**

Les parts sociales objet des présentes appartiennent à Monsieur et Madame Dominique CHAUFFOUR, donateurs aux présentes, comme dépendant de la communauté de biens existant entre eux, par suite des faits et actes ci-après relatés, ainsi qu'ils le déclarent expressément :



- 35 parts sociales numérotées de 1 à 35, pour les avoir souscrits lors de la constitution de la société,

- 15 parts sociales numérotées de 76 à 90, pour les avoir acquis de L'ASSOCIATION DES AMIS DE LA FONDATION CANETTI, aux termes d'un acte de cession de parts établis sous seing privé en date du 2 juillet 1993, enregistré à NICE PAILLON le 15 juillet 1993, Folio 49, Bordereau 158, numéro 2, moyennant le prix de 250.000,00 Francs payé comptant et quittancé dans l'acte. Une copie de cet acte est demeurée jointe et annexée à la minute des présentes après mention.

## FISCALITE

### DECLARATIONS FISCALES

#### **Donations antérieures :**

Le **DONATEUR** déclare qu'il n'a consenti aucune donation au **DONATAIRE**, sous quelque forme que ce soit, au cours des quinze années antérieures à ce jour.

#### **Nombre d'enfants du DONATEUR :**

Le **DONATEUR** déclare ne pas avoir d'autre enfant que les **DONATAIRES** aux présentes.

#### **Evaluation :**

Les parties déclarent que le **BIEN** a une valeur globale transmise de TROIS CENT SOIXANTE MILLE EUROS (360 000,00 EUR),

Soit :

\* par Monsieur Dominique CHAUFFOUR : 180.000,00 Euros, ainsi répartie entre les donataires :

\* Monsieur Vincent CHAUFFOUR : 60.000,00 Euros

\* Monsieur Grégoire CHAUFFOUR : 60.000,00 Euros

\* Mademoiselle Eglantine CHAUFFOUR : 60.000,00 Euros

\* par Madame Marie-Hélène CHAUFFOUR : 180.000,00 Euros, ainsi répartie entre les donataires :

\* Monsieur Vincent CHAUFFOUR : 60.000,00 Euros

\* Monsieur Grégoire CHAUFFOUR : 60.000,00 Euros

\* Mademoiselle Eglantine CHAUFFOUR : 60.000,00 Euros

#### **Abattements :**

Le **DONATAIRE** déclare vouloir bénéficier, des abattements fiscaux prévus aux articles 777, 779, 790, 793 et suivants du Code général des impôts, dans la mesure de leur applicabilité aux présentes.

### CALCUL DES DROITS

#### I - Donation par Monsieur Dominique CHAUFFOUR

##### A - A Monsieur Vincent CHAUFFOUR

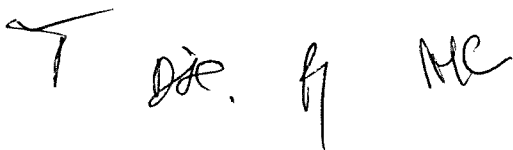
Compte tenu de la valeur transmise et de l'abattement bénéficiant au **DONATAIRE**, la présente donation ne génère pas de droits.

- Valeur reçue	60 000,00 EUR
- Abattement légal disponible	100 000,00 EUR
- Base taxable	Néant

##### B - A Monsieur Grégoire CHAUFFOUR

Compte tenu de la valeur transmise et de l'abattement bénéficiant au **DONATAIRE**, la présente donation ne génère pas de droits.

- Valeur reçue	60 000,00 EUR
- Abattement légal disponible	100 000,00 EUR
- Base taxable	Néant



C - A Mademoiselle Eglantine CHAUFFOUR

Compte tenu de la valeur transmise et de l'abattement bénéficiant au **DONATAIRE**, la présente donation ne génère pas de droits.

- Valeur reçue	60 000,00 EUR
- Abattement légal disponible	100 000,00 EUR
- Base taxable	Néant

II - Donation par Madame Marie-Hélène CHAUFFOURA - A Monsieur Vincent CHAUFFOUR

Compte tenu de la valeur transmise et de l'abattement bénéficiant au **DONATAIRE**, la présente donation ne génère pas de droits.

- Valeur reçue	60 000,00 EUR
- Abattement légal disponible	100 000,00 EUR
- Base taxable	Néant

B - A Monsieur Grégoire CHAUFFOUR

Compte tenu de la valeur transmise et de l'abattement bénéficiant au **DONATAIRE**, la présente donation ne génère pas de droits.

- Valeur reçue	60 000,00 EUR
- Abattement légal disponible	100 000,00 EUR
- Base taxable	Néant

C - A Mademoiselle Eglantine CHAUFFOUR

Compte tenu de la valeur transmise et de l'abattement bénéficiant au **DONATAIRE**, la présente donation ne génère pas de droits.

- Valeur reçue	60 000,00 EUR
- Abattement légal disponible	100 000,00 EUR
- Base taxable	Néant

DISPOSITIONS DIVERSES – CLOTUREENREGISTREMENT

Le présent acte sera soumis à la formalité de l'enregistrement.

DECLARATIONS

Le **DONATEUR** déclare qu'il n'est pas en état de redressement ni de liquidation judiciaire ni de cessation de paiement, ni d'être soumis à une procédure de rétablissement personnel.

Par ailleurs le **DONATEUR** déclare que les parts présentement données sont libres de tout nantissement, saisie ou autre mesure quelconque pouvant faire obstacle à la cession, anéantir ou réduire les droits du **DONATAIRE** et que la société émettrice des parts données n'est assujettie à aucune procédure collective de règlement du passif, ainsi qu'il résulte des pièces demeurées jointes et annexées à la minute des présentes après mention, à savoir l'état des inscriptions en date du 29 août 2018, et le certificat de non faillite en date du 29 août 2018.

Les parties déclarent :

- Que leur état civil tel qu'indiqué en tête des présentes est exact.
- Qu'elles ne sont concernées :
  - Par aucune des mesures légales relatives aux personnes protégées qui ne seraient pas révélées aux présentes.

*J. M. H. M.*

- Par aucune des dispositions de la loi n°89-1010 du 31 décembre 1989 sur le règlement amiable et le redressement judiciaire civil et notamment par le règlement des situations de surendettement.
- Qu'elles ont connaissance des dispositions de l'article L 132-8 du Code de l'action sociale et des familles relatives à la récupération des aides sociales, si le **DONATEUR** a demandé des aides sociales récupérables dans les dix années précédant la présente donation, ou s'il devait en demander postérieurement à la présente donation, l'état ou le département bénéficierait d'un droit à récupération à l'encontre du **DONATAIRE**.
- Qu'elles ont connaissance des dispositions de l'article 751 du Code général des impôts aux termes desquelles notamment sont présumés, au seul point de vue fiscal, faire partie de la succession de l'usufruitier les biens donnés par celui-ci en nue-propriété dans les trois mois précédant son décès, sauf production d'éléments suffisants pour démontrer la sincérité de la donation.
- Qu'elles ont connaissance des dispositions des articles 746 et 747 du Code général des impôts aux termes desquels devra être acquitté un droit de partage sur l'actif net partagé et un droit de vente sur la soulte, en cas de partage ultérieur des biens présentement donnés en indivision. En cas de cession des parts indivises à titre de licitation, c'est le droit de vente sur le prix des parts cédées qui sera exigible, conformément aux dispositions de l'article 750, I du même code.

#### FRAIS

Tous les frais, droits et émoluments des présentes et de leurs suites et conséquences, notamment celles financières d'un redressement fiscal éventuel, seront à la charge du **DONATEUR**.

Cette prise en charge est consentie par le **DONATEUR** hors part successorale.

#### TITRES - CORRESPONDANCE ET RENVOI DES PIÈCES

Il ne sera remis aucun ancien titre de propriété au **DONATAIRE** qui pourra se faire délivrer, à ses frais, ceux dont il pourrait avoir besoin concernant le ou les biens qui lui sont donnés.

En suite des présentes, la correspondance et le renvoi des pièces aux parties devront s'effectuer aux adresses indiquées en tête des présentes comme constituant leur domicile aux termes de la loi.

Chacune des parties s'oblige à communiquer au notaire tout changement d'adresse et ce par lettre recommandée avec demande d'avis de réception.

#### ELECTION DE DOMICILE

Pour l'exécution des présentes et de leurs suites, les parties font élection de domicile en leurs domiciles respectifs.

#### AFFIRMATION DE SINCERITE

Les parties affirment, sous les peines édictées par la loi, que le présent acte exprime l'intégralité de la valeur du ou des biens donnés, et elles reconnaissent avoir été informées par le notaire des sanctions fiscales et des peines correctionnelles encourues en cas d'inexactitude de cette affirmation ainsi que des conséquences civiles édictées par l'article 1202 du Code civil.

En outre, le notaire soussigné précise qu'à sa connaissance l'acte n'est modifié ou contredit par aucune contre-lettre.

T. DOR, H. NR

### MENTION SUR LA PROTECTION DES DONNEES PERSONNELLES

L'Office notarial dispose d'un traitement informatique pour l'accomplissement des activités notariales, notamment de formalités d'actes, conformément à l'ordonnance n°45-2590 du 2 novembre 1945.

Pour la réalisation de la finalité précitée, les données sont susceptibles d'être transférées à des tiers, notamment :

- les administrations ou partenaires légalement habilités tels que la Direction Générale des Finances Publiques, ou, le cas échéant, le livre foncier, les instances notariales, les organismes du notariat, les fichiers centraux de la profession notariale (Fichier Central Des Dernières Volontés, Minutier Central Électronique des Notaires, registre du PACS, etc.),
- les Offices notariaux participant à l'acte,
- les établissements financiers concernés,
- les organismes de conseils spécialisés pour la gestion des activités notariales,
- le Conseil supérieur du notariat ou son délégataire, pour être transcrites dans une base de données immobilières, concernant les actes relatifs aux mutations d'immeubles à titre onéreux, en application du décret n° 2013-803 du 3 septembre 2013.
- les organismes publics ou privés pour des opérations de vérification dans le cadre de la recherche de personnalités politiquement exposées ou ayant l'objet de gel des avoirs ou sanctions, de la lutte contre le blanchiment des capitaux et le financement du terrorisme. Ces vérifications font l'objet d'un transfert de données dans un pays situé hors de l'Union Européenne disposant d'une législation sur la protection des données reconnue comme équivalente par la Commission européenne.

La communication de ces données aux tiers peut être indispensable afin de mener à bien l'accomplissement de l'acte.

Les documents permettant d'établir, d'enregistrer et de publier les actes sont conservés 30 ans à compter de la réalisation de l'ensemble des formalités. L'acte authentique et ses annexes sont conservés 75 ans et 100 ans lorsque l'acte porte sur des personnes mineures ou majeures protégées.

Conformément au Règlement (UE) 2016/679 du 27 avril 2016, les personnes concernées peuvent accéder aux données les concernant directement auprès de l'Office notarial ou du Correspondant informatique et libertés désigné par l'Office à l'adresse suivante : [cil@notaires.fr](mailto:cil@notaires.fr).

Le cas échéant, les personnes concernées peuvent également obtenir la rectification, l'effacement des données les concernant ou s'opposer pour motif légitime au traitement de ces données, hormis les cas où la réglementation ne permet pas l'exercice de ces droits. Toute réclamation peut être introduite auprès de la Commission Nationale de l'Informatique et des Libertés.

### CERTIFICATION D'IDENTITE

Le notaire soussigné certifie que l'identité complète des parties, personnes physiques, dénommées dans le présent acte, telle qu'elle est indiquée en tête à la suite de leur nom, lui a été régulièrement justifiée.

*J. M. B. M. R.*

### FORMALISME LIE AUX ANNEXES

Les annexes, s'il en existe, font partie intégrante de la minute.

Lorsque l'acte est établi sur support papier les pièces annexées à l'acte sont revêtues d'une mention constatant cette annexe et signée du notaire, sauf si les feuilles de l'acte et des annexes sont réunies par un procédé empêchant toute substitution ou addition.

Si l'acte est établi sur support électronique, la signature du notaire en fin d'acte vaut également pour ses annexes.

### DONT ACTE sur quatorze pages

#### Comprenant

- renvoi approuvé : ○
- blanc barré : ○
- ligne entière rayée : ○
- nombre rayé : ○
- mot rayé : ○

#### Paraphes

*n mi g me*

Fait et passé aux lieu, jour, mois et an ci-dessus indiqués.

Après lecture faite, les parties ont signé le présent acte avec le notaire.

The image shows four handwritten signatures. The top row contains three signatures: a stylized 'JA', a signature that appears to be 'P. Grand', and another signature that looks like 'Houze'. Below these is a fourth, larger signature that is more complex and possibly represents the notary.

POUR COPIE AUTHENTIQUE obtenue par reprographie, délivrée et certifiée comme étant conforme à la Minute par le Notaire Soussigné rédigée sur QUINZE pages



GREFFE DU TRIBUNAL  
DE COMMERCE

- 7 NOV. 2018

83300 DRAGUIGNAN  
Déposé sous le n°

## **HOLDFIN**

**Société à responsabilité limitée**

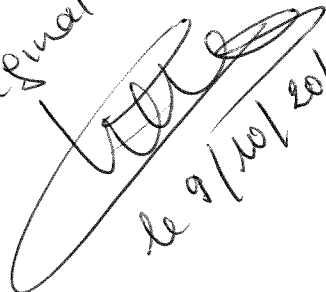
**Capital : 7.622,45 Euros**

**Siège social : Zone industrielle Les Incapis**

**83300 DRAGUIGNAN**

**RCS DRAGUIGNAN B 352.817.969 (90 B 45)**

*La Gérante  
certifiée conforme à  
l'original*

  
le 9/10/2018

**Statuts mis à jour le 9 octobre 2018 suite à la donation en pleine propriété de parts sociales par Monsieur et Madame Dominique CHAUFFOUR, indivisément au profit de leurs trois enfants, Vincent, Grégoire et Eglantine CHAUFFOUR**

# "HOLDFIN"

Société à Responsabilité Limitée  
Capital : 50.000 Francs  
Siège social : Zone Industrielle Les Incapis  
83300 DRAGUIGNAN  
RCS DRAGUIGNAN B 352.817.969 (90 B 45)  
-----

## TITRE I

### FORME - OBJET - DENOMINATION SOCIALE - SIEGE SOCIAL - DUREE -

#### ARTICLE 1 - FORME :

Il existe, entre les propriétaires de parts sociales ci-après désignés à l'article "7" et de celles qui pourraient être créées ultérieurement une société à responsabilité limitée régie par la Loi et les dispositions réglementaires en vigueur, ainsi que les présents statuts.

#### ARTICLE 2 - OBJET :

La société a pour objet la création, la vente et l'exploitation de toutes entreprises industrielles et commerciales dont l'activité se développe dans la recherche, la fabrication, la vente de produits paramédicaux, hygiéniques, pharmaceutiques et diététiques.

L'acquisition totale ou partielle de toute entreprise dont l'objet social est similaire à celui défini ci-dessus et plus particulièrement l'acquisition de la majorité du capital de la société "SARL SIECO", au capital de deux cent quatre vingt dix neuf mille neuf cent soixante quinze francs, dont le siège social est à DRAGUIGNAN.

Et plus généralement toutes opérations de quelque nature qu'elles soient, juridiques, économiques et financières, civiles et commerciales se rattachant à l'objet sus-indiqué, ou à tous autres objets similaires ou connexes, de nature à favoriser directement ou indirectement, le but poursuivi par la société, son extension et son développement.

#### ARTICLE 3 - DENOMINATION SOCIALE :

La société a pour dénomination sociale : "HOLDFIN".

Les actes et documents émanant de la société et destinés aux tiers, notamment les lettres, factures, annonces et publications diverses indiqueront la dénomination sociale précédée ou suivie immédiatement et lisiblement des mots "société à responsabilité limitée" ou des initiales "S.A.R.L." et de l'énonciation du capital social.

*Not*

ARTICLE 4 - SIEGE SOCIAL :

Le siège social est fixé à DRAGUIGNAN (VAR), Zone Industrielle "LES INCAPIS".

Il pourra être transféré en tout autre lieu de la même ville par simple décision de la gérance et en tout autre endroit par décision extraordinaire des associés.

ARTICLE 5 - DUREE :

La durée de la société a été fixée à cinquante années à compter de la date d'immatriculation de la société au Registre du Commerce et des Sociétés effectuée le 6 février 1990, sauf les cas de dissolution anticipée et de prorogation prévus aux présents statuts.

**T I T R E II**

APPORTS = CAPITAL SOCIAL -

ARTICLE 6 - APPORTS :

Les associés fondateurs ont apporté à la société, savoir :

- Monsieur Dominique CHAUFFOUR .....	17.500 F
- Madame Marie Noëlle DELAGE .....	17.500 F
- L'ASSOCIATION DES AMIS DE LA FONDATION CANETTI .....	10.000 F
- Monsieur Albert ATTIAS .....	5.000 F
Soit au total la somme de CINQUANTE MILLE FRANCS .....	<u>50.000 F</u>

Cette somme a été retirée par la gérante de la société sur présentation du certificat délivré par le Greffier du Tribunal de Commerce du lieu du siège social attestant l'immatriculation au Registre du Commerce et des Sociétés.

Article 7 - CAPITAL SOCIAL

Le capital social est fixé à la somme de SEPT MILLE SIX CENT VINGT-DEUX EUROS ET QUARANTE CINQ CENTIMES (7 622,45 EUR) et est divisé en CENT (100) parts sociale de soixante-seize euros et vingt-deux centimes (76,22 eur) de valeur nominale chacune, numérotées de 1 à 100, intégralement libérées, qui compte tenu de diverses cessions de parts sociales intervenues dans la société depuis sa création, se trouvent actuellement réparties entre les associés de la façon suivante :

- Monsieur Vincent CHAUFFOUR, Monsieur Grégoire CHAUFFOUR et Mademoiselle Eglantine CHAUFFOUR, indivisément entre eux, à concurrence de cinquante (50) parts sociales de 1 à 35 et de 76 à 90.

Ci ..... 50 parts

- Madame Marie Noëlle DELAGE, à concurrence de cinquante (50) parts sociales, numérotés de 36 à 75, et de 91 à 100.

Ci ..... 50 parts

Total égal au nombre de parts composant le capital social : CENT PARTS SOCIALES

Ci ..... 100 parts

Conformément à la loi, les associés déclarent que lesdites parts sont entièrement libérées et qu'elles sont réparties entre eux comme ci-dessus indiqué.

## ARTICLE 8 - AUGMENTATION DE CAPITAL

### I - PRINCIPE

Le capital social est augmenté soit par création de parts nouvelles, soit par majoration du montant nominal des parts existantes. Les parts nouvelles sont souscrites et libérées soit en numéraire, soit par compensation avec des créances liquides et exigibles, soit par apport en nature, soit par incorporation des bénéfices réserves ou primes d'émission.

En cas de souscription de parts sociales au moyen de fonds ou de biens communs aux deux époux, la qualité d'associé est reconnue à celui des époux qui souscrit. Cette qualité est également reconnue, pour la moitié des parts souscrites, à son conjoint qui notifie à la société son intention d'être personnellement associé.

Si cette notification a lieu lors de la souscription, l'acceptation ou l'agrément des associés vaut pour les deux époux.

Si cette notification est postérieure à la souscription, l'agrément du conjoint par les autres associés sera soumis aux dispositions de l'article 13-1-3°, alinéa 1er, des présents statuts.

Lors de la délibération sur l'agrément, l'époux associé ne participe pas au vote et ses parts ne sont pas prises en compte pour le calcul de la majorité.

Si le conjoint n'est pas agréé par les autres associés, l'époux demeure associé pour la totalité des parts concernées.

### II - COMPETENCE

L'augmentation de capital et les modalités de sa réalisation sont décidées par la collectivité des associés à la majorité des trois quarts des parts sociales.

Par dérogation aux dispositions de l'alinéa précédent, la décision d'augmenter le capital par incorporation de bénéfices ou de réserves est prise par les associés représentant au moins la moitié des parts sociales.

Si l'augmentation de capital est réalisée par élévation de la valeur nominale des parts existantes, à libérer en espèces, la décision sera prise à l'unanimité.

Si des parts avec primes sont créées, la décision collective des associés, portant augmentation de capital, fixe le montant de la prime et détermine son affectation.

### III - AUGMENTATION DE CAPITAL EN NUMERAIRE

En cas d'augmentation de capital par souscription de parts en numéraire, les associés auront proportionnellement à leur droit dans le capital un droit de préférence à la souscription des parts nouvelles selon des modalités à définir par une décision extraordinaire des associés.

Les fonds provenant de la libération des parts feront l'objet dans les huit jours de leur réception, d'un dépôt à la banque. Le retrait de ces fonds ne pourra être effectué par le mandataire de la société que trois jours au moins après leur dépôt.

*Pro*

#### IV - AUGMENTATION DE CAPITAL PAR APPORTS EN NATURE

Si l'augmentation de capital est réalisée, soit en totalité, soit en partie, par des apports en nature, la décision des associés relative à l'augmentation de capital contiendra l'évaluation de chaque apport en nature. Il y sera procédé, au vu d'un rapport annexé à cette décision et établi sous sa responsabilité par un commissaire aux apports nommé par ordonnance du président du Tribunal de Commerce du lieu du siège social, statuant sur requête de la gérance.

Lorsqu'il n'y a pas eu de commissaire aux apports ou lorsque la valeur retenue est différente de celle proposée par le commissaire aux apports, les gérants de la société et les personnes ayant souscrit à l'augmentation du capital sont solidairement responsables pendant cinq ans, à l'égard des tiers, de la valeur attribuée auxdits apports.

#### V - ROMPUS

Si l'augmentation de capital fait apparaître des rompus, les associés, qui disposeraient d'un nombre insuffisant de droits de souscription ou d'attribution devront faire leur affaire personnelle de toute acquisition ou de toute cession de droits nécessaires pour obtenir la délivrance d'un nombre entier de parts nouvelles.

#### ARTICLE 9 - REDUCTION DE CAPITAL

La réduction du capital est autorisée par l'assemblée des associés représentant au moins les trois quarts des parts sociales.

En aucun cas elle ne peut porter atteinte à l'égalité des associés. Lorsque l'assemblée approuve un projet de réduction de capital non motivé par des pertes, les créanciers, dont la créance est antérieure à la date du dépôt au greffe du procès-verbal de délibération, peuvent former opposition à la réduction dans un délai d'un mois à compter de la date du dépôt.

L'opposition est signifiée à la société par acte d'huissier et portée devant le Tribunal de Commerce. Celui-ci rejette l'opposition ou ordonne, soit le remboursement des créances soit la constitution de garanties, si la société en offre et si elles sont jugées suffisantes. Les opérations de réduction de capital ne peuvent commencer pendant le délai d'opposition.

L'achat de ses propres parts par la société est interdite.

Toutefois, l'assemblée qui a décidé une réduction de capital non motivée par des pertes peut autoriser le gérant à acheter un nombre déterminé de parts sociales pour les annuler.

Cet achat doit être réalisé dans un délai de trois mois à compter de l'expiration du délai d'opposition, il emporte annulation desdites parts. La réduction du capital social à un montant inférieur au minimum légal ne pourra être décidée sous la condition suspensive d'une augmentation de capital destinée à amener celui-ci à un montant au moins égal au montant du capital social minimum prévu

*Ad*

par la loi, à moins que la société ne se transforme en société d'une autre forme. En cas d'inobservation des dispositions du présent alinéa, tout intéressé peut demander en justice la dissolution de la société.

Cette dissolution ne pourra être prononcée si, au jour où le tribunal statue sur le fond, la régularisation a eu lieu.

Si la réduction du capital fait apparaître des rompus les associés devront faire leur affaire personnelle de toute acquisition ou de toute cession de parts anciennes permettant d'obtenir l'attribution d'un nombre entier de parts nouvelles.

### TITRE III

#### PARTS SOCIALES - CESSIION DE PARTS

##### ARTICLE 10 - SOUSCRIPTION ET REPRESENTATION DES PARTS SOCIALES

Les parts sociales sont souscrites en totalité par les associés et intégralement libérées, qu'elles représentent les apports en nature ou en numéraire. Elle ne peuvent représenter des apports en industrie sous réserve des droits du conjoint de l'apporteur en nature ou de l'apporteur en nature lui-même.

Les parts sociales résulteront des présents statuts, des actes modificatifs ultérieurs et des cessions de parts régulièrement signifiées et publiées.

Chaque associé peut se faire délivrer, à ses frais, des copies ou extraits des statuts et actes modificatifs, ainsi qu'il sera dit ci-après.

##### ARTICLE 11 - DROITS ET OBLIGATIONS DES PARTS SOCIALES

Chaque part sociale donne droit, proportionnellement au nombre de parts existantes, à une quotité dans la propriété de l'actif social, dans le partage des bénéfices et dans le boni de liquidation. Elle donne également le droit de participer aux décisions collectives. Les associés ne sont tenus à l'égard des tiers qu'à concurrence du montant de leur apport. Toutefois, lorsqu'il n'y a pas eu de commissaire aux apports ou lorsque la valeur retenue est différente de celle proposée par le commissaire aux apports, les associés sont solidairement responsables pendant cinq ans, à l'égard des tiers, de la valeur attribuée aux apports en nature lors de la constitution de la société. La propriété d'une part emporte de plein droit adhésion aux statuts et aux résolutions régulièrement prises par les associés. Les droits et obligations attachés aux parts, les suivant dans quelque main qu'elles passent. Les

*Pro*

représentants ayant droit, conjoint et héritiers d'un associé ne peuvent, sous quelque prétexte que ce soit, requérir l'apposition des scellés sur les biens et valeurs de la société, ni en demander le partage ou la licitation.

#### ARTICLE 12 - INDIVISIBILITE DES PARTS SOCIALES

Les parts sociales sont indivisibles à l'égard de la société qui ne reconnaît qu'un seul propriétaire pour chacune d'elles. A cet égard les indivisions successorales sont considérées comme un seul associé quelque soit le nombre de parts possédées par cette indivision.

Les copropriétaires indivis sont tenus de désigner l'un d'entre eux pour les représenter auprès de la société; à défaut d'entente il appartient à l'indivisaire le plus diligent de faire désigner par voie de justice un mandataire chargé de le représenter.

Dans le cas où la majorité par tête est requise pour la validité des décisions collectives, l'indivision n'est comptée que dans une seule tête.

L'usufruitier représente valablement le nu-propriétaire à l'égard de la société dans les décisions ordinaires et le nu-propriétaire représente l'usufruitier dans les décisions extraordinaires.

#### ARTICLE 13 - TRANSMISSION DES PARTS SOCIALES

##### I - CESSIONS

###### 1° - Forme de la cession

Toute cession de parts sociales doit être constatée par écrit. La cession n'est rendue opposable à la société qu'après avoir été signifiée à cette dernière ou acceptée par elle dans un acte notarié, conformément à l'article 1690 du Code Civil. Toutefois, la signification peut être remplacée par le dépôt d'un original de l'acte de cession au siège social contre remise par le gérant d'une attestation de ce dépôt.

Elle n'est opposable aux tiers qu'après accomplissement de cette formalité et, en outre, après publicité au Registre du Commerce et des Sociétés.

2° - Cessions entre associés, conjoints, ascendants, descendants. . .  
Les parts sont librement cessibles entre associés ayant la qualité de conjoints, ascendants ou descendants.

3° - Agrément de cession à des tiers non associés n'ayant pas la qualité de conjoints, ascendants ou descendants du cédant.  
Les parts sociales ne peuvent être cédées à des tiers étrangers

Ad

à la société qu'avec le consentement de la majorité des associés représentant au moins les trois quarts des parts sociales.

Le conjoint d'un associé apporteur de biens communs ou acquéreur de parts sociales à partir de fonds communs est agréé en qualité d'associé par les autres associés dans les mêmes conditions de majorité s'il a notifié postérieurement à l'apport ou l'acquisition son intention de devenir personnellement associé pour la moitié des parts souscrites ou acquises.

Si cette notification a été effectuée lors de l'apport ou de l'acquisition, l'agrément donné par les associés vaut pour les deux époux.

Lorsque la société comporte plus d'un associé, le projet de cession est notifié à la société et à chacun des associés par acte d'huissier ou par lettre recommandée avec demande d'avis de réception. Le délai de huit jours, à compter de cette notification, le gérant doit convoquer l'assemblée des associés pour qu'elle délibère sur le projet de cession des parts sociales ou consulter les associés par écrit sur ce projet. La décision de la société est notifiée au cédant par lettre recommandée avec demande d'avis de réception. Si la société n'a pas fait connaître sa décision dans le délai de trois mois à compter de la dernière des notifications prévues au présent alinéa le consentement à la cession est réputé acquis.

4°- Obligation d'achat ou de rachat de parts dont la cession n'est pas agréée :

Si la société a refusé de consentir à la cession, les associés sont tenus, dans le délai de trois mois à compter de ce refus, d'acquérir ou de faire acquérir les parts à un prix fixé dans les conditions prévues à l'article 1843-4 du Code civil. Toute clause contraire est nulle. A la demande du gérant ce délai peut être prolongé une seule fois, par décision du Président du Tribunal de commerce, statuant par ordonnance sur requête non susceptible de recours, sans que cette prolongation puisse excéder six mois. La désignation de l'expert prévu à l'article 1843-4 du code civil est faite soit par les parties, soit, à défaut d'accord entre elles, par ordonnance du président du Tribunal de Commerce statuant en la forme des référés et sans recours possible.

La Société peut également, avec le consentement de l'associé cédant, décider, dans le même délai, de réduire son capital du montant de la valeur nominale des parts de cet associé et de racheter ses parts au prix déterminé dans les conditions prévues ci-dessus. Un délai de paiement, qui ne saurait excéder deux ans, peut sur justification, être accordé à la société par le Président du Tribunal de commerce, statuant par ordonnance de référé, non susceptible de recours. Les sommes dues portent intérêt au taux légal en matière commerciale.

Si, à l'expiration du délai imparti, aucune des solutions prévues ci-dessus n'est intervenue, l'associé peut réaliser la cession initialement prévue à moins qu'il ne détienne ses parts depuis moins de deux ans.

*pd*

II - TRANSMISSION PAR DECES OU PAR SUITE DE DISSOLUTION OU DE LIQUIDATION DE COMMUNAUTES :

En cas de décès d'un associé la société continue entre les associés survivants et les héritiers et ayants droits de l'associé décédé et éventuellement son conjoint survivant, lesquels héritiers ayants droit et conjoint survivant ne sont pas soumis à l'agrément des associés survivants. Pour l'exercice de leur droit d'associés les héritiers ou ayants droit doivent justifier de leur identité personnelle et de leurs qualités héréditaires, la gérance pouvant exiger la production d'expéditions ou d'extraits de tous actes notariés établissant cette qualité. Ils doivent également justifier de la désignation du mandataire commun chargé de les représenter pendant la durée de l'indivision dans les conditions prévues à l'article I2 ci-dessus des présents statuts.

III- NANTISSEMENT DES PARTS SOCIALES:

Si la société a donné son consentement à un projet de nantissement de parts sociales dans les conditions prévues au présent article paragraphe I-3, ci-dessus, ce consentement emportera agrément du cessionnaire en cas de réalisation forcée des parts nanties selon les dispositions de l'article 2079, alinéa 1er, du Code Civil, à moins que la société ne préfère, après la cession, racheter sans délai les parts, en vue de réduire son capital.

ARTICLE 14 - ASSOCIE UNIQUE :

En cas de réunion en une seule main de toutes les parts d'une société à responsabilité limitée, les dispositions de l'article 1844-5 du Code civil relative à la dissolution judiciaire ne sont pas applicables.

ARTICLE 15 - DECES, INTERDICTION  
FAILLITE OU DECONFITURE D'UN ASSOCIE:

La société n'est pas dissoute par le décès, l'interdiction la faillite, ou la déconfiture d'un associé.

TITRE IV

G E R A N C E :

ARTICLE 16 - NOMINATION DES GERANTS:

La société est administrée par un ou plusieurs gérants, personnes physiques, qui peuvent être choisies en dehors des associés. En l'absence de dispositions contraires, les gérants sont nommés pour la durée de la société. Les gérants statutaires sont désignés dans les statuts et les autres gérants sont nommés par décision des associés représentant plus de la moitié des parts sociales.

*pro*

ARTICLE 17 - POUVOIRS DES GERANTS :

Les gérants ont seuls la signature sociale ; ils doivent consacrer aux affaires sociales tout leur temps et tous les soins nécessaires dans les rapports entre associés , la gérance peut faire tous les actes de gestion dans l'intérêt de la société . En cas de pluralité de gérants , ceux-ci détiennent séparément les pouvoirs prévus ci-dessus , sauf le droit pour chacun de s'opposer à toute opération avant qu'elle soit conclue.

Dans les rapports avec les tiers , la société est engagée même par les actes de la gérance qui ne relèvent pas de l'objet social, à moins qu'elle ne prouve que le tiers savait que l'acte dépassait cet objet ou qu'il ne pouvait l'ignorer compte tenu des circonstances , étant exclu que la seule publication des statuts suffise à constituer cette preuve.

En cas de pluralité de gérants , ceux-ci détiennent séparément les pouvoirs prévus à l'alinéa précédent.

L'opposition formée par un gérant aux actes d'un autre gérant est sans effet à l'égard des tiers , à moins qu'il ne soit établi qu'ils en ont eu connaissance .

ARTICLE 18 - REMUNERATION DES GERANTS:

La rémunération de ses fonctions chacun des gérants a droit à un traitement qui est fixé par décision ordinaire des associés ainsi qu'au remboursement de ses frais de représentation et de déplacement.

ARTICLE 19 - DUREE DES FONCTIONS DU GERANT:  
REVOCAION-DEMISSION- DECES OU RETRAIT  
DU GERANT -RENPLACEMENT DU GERANT:

- DUREE :

La durée des fonctions du ou des gérants subséquents est fixée par la décision collective qui les nomme.

I - REVOCATION DU GERANT :

Le ou les gérants sont révocables par décision des assemblées représentant plus de la moitié des parts sociales. Toute clause contraire est réputée non écrite . Si la révocation est décidée sans juste motif , elle peut donner lieu à dommages et intérêts. En outre , le ou les gérants sont révocables par les tribunaux pour causes légitimes à la demande de tout associé.

III - DEMISSION DU GERANT:

Le ou les gérants ont le droit de renoncer à leurs fonctions

à charge pour eux d'informer leurs associés de leur décision six mois avant la clôture de l'exercice, par lettre recommandée avec accusé de réception. Il sera dressé acte de ce changement lequel ne prendra effet qu'à la date du commencement de l'exercice suivant.

Cependant la collectivité des associés pourra toujours prendre acte de la démission d'un ou des gérants avec effet ne coïncidant pas avec la date d'un exercice.

Le décès ou le retrait du gérant pour quelque motif que ce soit n'entraîne pas la dissolution de la société.

En cas de décès du gérant, la gérance sera exercée par le gérant survivant mais tout associé pourra provoquer une décision collective des associés à l'effet de nommer un nouveau gérant.

S'il n'existe qu'un seul gérant en fonctions au jour du décès les associés devront réorganiser la gérance dans un délai de trois mois, ou transformer la société en société d'une autre forme ou prononcer la dissolution anticipée de la société.

Dans ce cas, durant la période intérimaire, les mandataires du gérant décédé, en fonction au jour de son décès, continueront à exercer leurs pouvoirs afin d'assurer la gestion de la société sauf décision contraire de la collectivité des associés.

A défaut, les associés désigneront un gérant provisoire, associé ou non.

#### IV - REMPLACEMENT DU GERANT:

Dans les cas prévus ci-dessus et sous réserve des conditions particulières à ces cas, la collectivité des associés procède au remplacement du gérant.

Dans ce cas elle est consultée d'urgence par le cogérant en exercice ou par un ou plusieurs associés, détenant la moitié des parts sociales ou détenant, s'ils représentent au moins le quart des associés, le quart des parts sociales, ou par un mandataire de justice, à la requête de l'associé le plus diligent. En outre en cas de révocation du gérant, la collectivité des associés doit procéder par la même décision à la nomination de son remplaçant.

#### ARTICLE 20- RESPONSABILITE DES GERANTS:

Les gérants sont responsables individuellement ou solidairement selon les cas, envers la société ou envers les tiers, soit des infractions aux dispositions législatives ou réglementaires applicables aux sociétés à responsabilité limitée, soit des violations des statuts, soit des fautes commises dans leur gestion.

Outre l'action en réparation de préjudice subi personnellement, les associés peuvent intenter l'action sociale en responsabilité contre les gérants soit individuellement, soit en se groupant à condition qu'ils représentent au moins un dixième du capital social et en chargeant, à leurs frais, un ou plusieurs d'entre eux de les représenter pour soutenir cette action tant en demande qu'en défense. Les demandeurs sont habilités à poursuivre la réparation de l'entier préjudice subi par la société à laquelle le cas échéant, les dommages-intérêts sont alloués.

Aucune décision de l'assemblée ne peut avoir pour effet d'éteindre une action en responsabilité contre les gérants pour faute commise dans l'accomplissement de leur mandat.

*Ad*

CONVENTION ENTRE UN GERANT OU UN ASSOCIE ET LA SOCIETE:

ARTICLE 21 - CONVENTIONS SOUMISES A PROCEDURE SPECIALES:

La gérance présente à l'assemblée statuant sur les comptes d'un exercice ou joint aux documents communiqués aux associés, en cas de consultation écrite, un rapport sur les conventions intervenues directement ou par personne interposée entre la société et l'un de ses gérants ou associés.

Ce rapport contient:

- L'énumération des conventions soumises à l'approbation de l'assemblée des associés,
- Le nom des gérants ou associés intéressés.

- Les modalités essentielles de ces conventions, notamment l'indication des prix ou tarifs pratiqués, des ristournes et commissions consenties, des délais de paiement accordés, des intérêts stipulés, des sûretés conférées et le cas échéant toutes autres indications permettant aux associés d'apprécier l'intérêt qui s'attachait à la conclusion des conventions analysées.

- L'importance des fournitures livrées ou des prestations de services fournies, ainsi que le montant des sommes versées ou reçues au cours de l'exercice en exécution des conventions conclues au cours d'exercices antérieurs et dont l'exécution a été poursuivie au cours du dernier exercice.

L'assemblée statue sur ce rapport. Le gérant ou associé intéressé ne peut pas prendre part au vote et ses parts ne sont pas prises en compte pour le calcul du quorum et de la majorité.

Toutefois, s'il n'existe pas de commissaire aux comptes, les conventions conclues par un gérant non associé sont soumises à l'approbation préalable de l'assemblée.

Les conventions non approuvées produisent néanmoins leurs effets, à charge, pour le gérant, et, s'il y a lieu, pour l'associé contractant, de supporter individuellement ou solidairement, selon le cas, les conséquences du contrat préjudiciable, à la société.

Ces dispositions s'étendent aux conventions passées avec une société dont un associé indéfiniment responsable, gérant administrateur, directeur général, membre du directoire, ou membre du conseil de surveillance, est simultanément gérant ou associé de la société à responsabilité limitée.

ARTICLE 22 - CONVENTIONS INTERDITES

A peine de nullité de contrat, il est interdit aux gérants ou associés autres que les personnes morales de contracter, sous quelque forme que ce soit, des emprunts auprès de la société, de se faire consentir par elle un découvert, en compte courant ou autrement, ainsi que de faire cautionner ou avaliser par elle leurs engagements envers les tiers. Cette interdiction s'applique aux représentants légaux des sociétés associées.

*Pro*

Eoutefois, si la société exploite un établissement financier, cette interdiction ne s'applique pas aux opérations courantes de ce commerce conclues à des conditions normales. Cette interdiction s'applique également aux conjoint, ascendants et descendants des personnes visées à l'alinéa ler du présent article ainsi qu'à toute personne interposée.

## TITRE VI

### DECISIONS COLLECTIVES DROIT DE COMMUNICATION PERMANENT, D'INFORMATION ET DE CONTROLE DES ASSOCIES

#### ARTICLE 23 - FORME, OBJET DE DECISIONS COLLECTIVES

##### I- FORME

Les décisions collectives statuant sur les comptes sociaux sont prises en assemblée .

Sont également prises en assemblée les décisions soumises aux associés à l'initiative des associés ou d'un mandataire désigné par justice dans les conditions de l'article 28 des présents statuts.

Toutes les autres décisions collectives peuvent être prises au choix de la gérance , soit en assemblée , soit par consultation écrite des associés.

##### II- OBJET

Les décisions collectives sont qualifiées d'ordinaires ou d'extraordinaires.

Les décisions collectives extraordinaires ont pour objet la modification des statuts ainsi que l'agrément des cessions ou mutations de parts sociales , droits de souscription ou d'attribution.

Toutes les autres décisions en assemblée ou lors de consultations écrites sont qualifiées de décisions collectives ordinaires.

#### ARTICLE 24- DECISIONS ORDINAIRES

I - Elles ont pour objet notamment de donner à la gérance les autorisations nécessaires à l'accomplissement des actes excédant ses pouvoirs tels qu'ils ont été définis à l'article 17 ci-dessus , de se prononcer sur les comptes de la société de décider toute affectation et répartition des bénéfices , nommer le gérant non statutaire , prendre acte de la démission du gérant , le révoquer, se prononcer sur les conventions visées à l'article 21 ci-dessus et d'une manière générale de se prononcer sur toutes les questions n'emportant pas de modifications de statuts ou l'agrément de cessions ou mutations de parts sociales , droits de souscription ou d'attribution.

II- Les décisions ordinaires sont adoptées par un ou plusieurs associés représentant plus de la moitié des parts sociales. Si cette majorité n'est pas obtenue , les associés sont, selon le cas , convoqués ou consultés une seconde fois, sur les mêmes questions figurant à l'ordre du jour à la première convocation ou consultation, et les décisions sont prises à la majorité des votes émis , quelque soit le nombre de votants.

*Ad*

III - Par exception au paragraphe ci-dessus, les décisions relatives à la nomination du gérant non statutaire, ou à sa révocation, sont toujours prises à la majorité représentant plus de la moitié des parts sociales.

#### ARTICLE 25 - DECISIONS EXTRAORDINAIRES

I. Elles ont pour objet de modifier les statuts dans toutes leurs dispositions, d'agréer les cessions ou mutations de parts sociales, droits de souscription ou d'attribution.

II. Les décisions extraordinaires ne sont valablement prises qu'autant qu'elles ont été adoptées par des associés représentant au moins les trois quarts des parts sociales.  
Par dérogation à ces dispositions, la décision d'augmenter le capital par incorporation de bénéfices ou à réserves est prise par les associés représentant au moins la moitié des parts sociales.

III. Par exception au paragraphe ci-dessus, les associés ne peuvent si ce n'est à l'unanimité, changer la nationalité de la société, obliger un des associés à augmenter son engagement social, ou encore transformer la société en société en nom collectif, en commandite simple, ou en commandite par actions.

#### ARTICLE 26 - MODE DE CONSULTATION DES ASSOCIES EN CAS D'ASSEMBLEES

##### I - CONVOCATION:

Les associés sont convoqués aux assemblées par la gérance ou, s'il en existe un, par le commissaire aux comptes. Un ou plusieurs associés, détenant la moitié des parts sociales ou détenant, s'ils représentent au moins le quart des associés, le quart des parts sociales, peuvent demander la réunion d'une assemblée.

Tout associé peut demander au Président du Tribunal de commerce statuant en référé, la désignation d'un mandataire chargé de convoquer l'assemblée et de fixer son ordre du jour. Les associés sont convoqués quinze jours au moins avant la réunion de l'assemblée, par lettre recommandée. Celle-ci indique l'ordre du jour.

Toute assemblée irrégulièrement convoquée peut être annulée. Toutefois l'action en nullité n'est pas recevable lorsque tous les associés étaient présents ou représentés.

##### II - ORDRE DU JOUR :

L'ordre du jour de l'assemblée est arrêté par l'auteur de la convocation.

Sous réserve des questions diverses, qui ne doivent présenter qu'une minime importance, les questions inscrites à l'ordre du jour sont libellées de telle sorte que leur contenu et leur portée apparaissent clairement, sans qu'il y ait lieu de se reporter à d'autres documents;

L'assemblée peut délibérer sur une question qui n'est pas inscrite à l'ordre du jour.

##### III - REUNION DE L'ASSEMBLEE:

L'assemblée des associés se réunit au siège social ou en tout

autre endroit de la même ville indiquée dans la lettre de convocation. Elle est présidée par le gérant ou par l'un des gérants. Si aucun des gérants n'est associé, elle est présidée par l'associé présent et acceptant qui possède ou représente le plus grand nombre de parts sociales. Si deux associés qui possèdent ou représentent le même nombre de parts sociales sont acceptants, la présidence de l'assemblée est assurée par le plus âgé.

#### IV - VOTE -REPRESENTATION:

Chaque associé a droit de participer aux décisions et dispose d'un nombre de voix égal à celui des parts sociales qu'il possède.

Un associé peut se faire représenter par son conjoint ou par un autre associé à moins que la société ne comprenne que les deux époux ou seulement deux associés.

Un associé ne peut constituer un mandataire pour voter du chef d'une partie de ses parts et voter en personne du chef de l'autre partie.

Le mandat de représentation d'un associé est donné pour une seule assemblée. Il peut cependant être donné pour deux assemblées tenues le même jour ou dans un délai de sept jours.

Le mandat donné pour une assemblée vaut pour les assemblées successives convoquées avec le même ordre du jour.

#### V - PROCES VERBAUX:

Toute délibération de l'assemblée des associés est constatée par un procès verbal qui indique la date et le lieu de la réunion, les noms, prénoms et qualité du président, les noms, prénoms des associés présents ou représentés avec l'indication du nombre de parts sociales détenues par chacun, les documents et rapports soumis à l'assemblée, un résumé des débats, le texte des résolutions mises aux voix et le résultat des votes.

Les procès verbaux sont établis et signés par les gérants et, le cas échéant, par le président de séance.

Les procès verbaux sont établis sur un registre spécial tenu au siège social côté et paraphé, soit par un juge du Tribunal de commerce, soit par un juge du Tribunal d'instance, soit par le maire de la commune ou un adjoint au maire.

Toutefois les procès verbaux peuvent être établis sur des feuilles mobiles numérotées sans discontinuité, paraphées dans les conditions prévues à l'alinéa précédent, et revêtues du sceau de l'autorité qui les a paraphées. Dès qu'une feuille est remplie même partiellement, elle doit être jointe à celle précédemment utilisées. Toute addition, suppression, substitution ou intervention de feuilles est interdite.

Les copies ou extraits de procès verbaux des délibérations des associés sont valablement certifiés conformes par un seul gérant.

Au cours de la liquidation de la société, leur certification est valablement effectuée par le seul liquidateur.

#### VI - DROIT DE COMMUNICATION ET D'INFORMATION DES ASSOCIES:

En cas de convocation d'une assemblée autre que celle qui doit statuer sur les comptes de l'exercice, le texte des résolutions proposées le rapport des gérants ainsi que le cas

*Ad*

échéant, celui des commissaires aux comptes, sont adressés aux associés quinze jours au moins avant la date de l'assemblée. En outre, pendant le délai de quinze jours qui précède l'assemblée, les mêmes documents sont tenus, au siège social à la disposition des associés, qui peuvent en prendre connaissance ou copie.

ARTICLE 27 - ASSEMBLEE  
STATUANT SUR LES COMPTES SOCIAUX:

I - REUNION DE L'ASSEMBLEE:

Dans le délai de six mois qui suit la clôture de l'exercice le rapport sur les opérations de l'exercice, l'inventaire le compte de résultat, le bilan et l'annexe établis par les gérants sont soumis à l'approbation des associés réunis en assemblée:

II - DROIT DE COMMUNICATION ET D'INFORMATION DES ASSOCIES:

Le bilan, le compte de résultat, l'annexe ainsi que le rapport de gestion établi par la gérance, sont tenus au siège social à la disposition des commissaires aux comptes s'il en existe, un mois au moins avant la convocation de l'assemblée. Le bilan, le compte de résultat et l'annexe, le rapport de gestion ainsi que le texte des résolutions proposées, et le cas échéant, les rapports du commissaire aux comptes sur les comptes annuels, sont adressés aux associés quinze jours au moins avant la date de l'assemblée. A compter de la communication des documents prévus à l'alinéa précédent, tout associé a la faculté de poser par écrit des questions auxquelles le gérant sera tenu de répondre au cours de l'assemblée.

ARTICLE 28 - DROIT DE COMMUNICATION  
D'INFORMATION ET DE CONTROLE DES ASSOCIES

I - DROIT DE COMMUNICATION PERMANENT:

Tout associé a le droit, à toute époque, d'obtenir, au siège social, la délivrance d'une copie certifiée des statuts en vigueur au jour de la demande.

La société doit annexer à ce document la liste des gérants et, le cas échéant, des commissaires aux comptes en exercice et ne peut pour cette délivrance exiger le paiement d'une somme supérieure à deux francs.

L'associé a également le droit, à toute époque, de prendre par lui-même et au siège social, connaissance des documents suivants: comptes de résultats, bilans, annexes, inventaires, rapports soumis aux assemblées et procès verbaux de ces assemblées concernant les trois derniers exercices. Sauf en ce qui concerne l'inventaire, le droit de prendre connaissance emporte celui de prendre copie. A cette fin, il peut se faire assister d'un expert inscrit sur des listes établies par les cours et tribunaux.

II - EXPERTISE:

Un ou plusieurs associés représentant au moins un dixième du capital social peuvent demander soit individuellement, soit en se groupant sous quelque forme que se soit, la désignation en justice d'un ou plusieurs experts chargés de présenter un rapport sur une ou plusieurs opérations de l'entreprise.

*Ad*

Le ministère public et le comité d'entreprise sont habilités à agir aux mêmes fins.

S'il est fait droit à la demande, la décision de justice détermine l'étendue de la mission et des pouvoirs des experts. Elle peut mettre à la charge de la société les honoraires des experts.

Le rapport est adressé au demandeur, au ministère public au comité d'entreprise, au commissaire aux comptes, ainsi qu'au gérant. Ce rapport doit en outre être annexé à celui établi par le commissaire aux comptes en vue de la prochaine assemblée générale et recevoir la même publicité.

### III - PROCEDURE D'ALERTE :

Tout associé non gérant peut, deux fois par an, poser par écrit des questions au gérant sur tout fait de nature à compromettre la continuité de l'exploitation. La réponse du gérant est communiquée au commissaire aux comptes.

## TITRE VII

### EXERCICE SOCIAL

#### COMPTES SOCIAUX - INFORMATION COMPTABLE ET FINANCIERE AFFECTATION ET REPARTITION DES BENEFICES:

### ARTICLE 29 - EXERCICE SOCIAL

L'exercice social a une durée de Douze mois. Il commence le Premier Juillet pour se terminer le Trente Juin.

Par exception le premier exercice social sera clos le Trente Juin 1990.

### ARTICLE 30 - COMPTES SOCIAUX :

#### I - ETABLISSEMENT DES COMPTES SOCIAUX :

A la clôture de chaque exercice, la gérance dresse l'inventaire des divers éléments de l'actif et du passif existant à cette date.

Elle dresse également le compte de résultat, le bilan et l'annexe.

Le montant des engagements cautionnés, avalisés ou garantis est mentionné à la suite du bilan, ainsi qu'un état des sûretés consenties par la société.

Elle établit un rapport de gestion sur la situation de la société et son activité au cours de l'exercice écoulé, les résultats de cette activité, les progrès réalisés et les difficultés rencontrées, l'évolution prévisible de cette situation et les perspectives d'avenir, les éléments importants survenus entre la date de clôture de l'exercice et la date à laquelle le rapport est établi, enfin les activités en matière de recherche et de développement.

#### II - FORMES ET METHODES D'EVALUATION DES COMPTES SOCIAUX:

Le compte de résultat, le bilan et l'annexe sont établis après chaque exercice selon les mêmes formes et les mêmes méthodes d'évaluation que les années précédentes, sauf si

un changement exceptionnel est intervenu dans la situation de la société.

Dans ce dernier cas, les modifications doivent être inscrites et justifiées dans l'annexe : elles doivent aussi être signalées dans le rapport de gestion et le cas échéant, dans le rapport des commissaires aux comptes.

### III - AMORTISSEMENTS ET PROVISIONS :

Même en cas d'absence ou d'insuffisance de bénéfice, il est procédé aux amortissements et provisions nécessaires.

Sous réserve des dispositions de l'article 343, alinéa 2, de la loi su 24 Juillet 1966, les frais de constitution de la société sont amortis avant toute distribution de bénéfices et au plus tard dans le délai de cinq ans.

Les frais d'augmentation de capital sont amortis au plus tard à l'expiration du cinquième exercice suivant celui au cours duquel ils ont été engagés. Ces frais peuvent être imputés sur le montant des primes d'émission afférentes à cette augmentation.

### ARTICLE 31 - INFORMATION COMPTABLE ET FINANCIERE :

Si la société vient à répondre à l'un des critères définis par décret et tirés du nombre de salariés ou du chiffre d'affaires compte tenu éventuellement de la nature de l'activité, le ou les gérants sont tenus d'établir une situation de l'actif réalisable et disponible, valeurs d'exploitations exclues, et du passif exigible, un compte résultat prévisionnel, un tableau de financement en même temps que le bilan annuel et un plan de financement prévisionnel.

La période, les délais et les modalités d'établissement de ces documents sont également précisés par décret.

La société cesse d'être assujettie à cette obligation lorsqu'elle ne remplit aucune de ces conditions pendant deux exercices successifs.

Les documents sus-visés sont analysés dans des rapports écrits sur l'évolution de la société, établis par le gérant, qui les communique au commissaire aux comptes, au comité d'entreprise et, le cas échéant, au conseil de surveillance lorsqu'il est institué dans ces sociétés.

En cas de non observation de ces dispositions, ou si les informations données dans les rapports visés à l'alinéa précédent appellent des observations de sa part, le commissaire aux comptes le signale dans un rapport au gérant ou dans le rapport annuel. Il peut demander que son rapport soit adressé aux associés ou qu'il en soit donné connaissance à l'assemblée des associés. Ce rapport est communiqué au comité d'entreprise.

### ARTICLE 32 - AFFECTATION ET REPARTITION DES BENEFICES :

#### I - DEFINITION :

##### I°-Réserve Légale:

A peine de nullité de toute délibération contraire, il est fait sur le bénéfice de l'exercice diminué, le cas échéant des pertes antérieures, un prélèvement d'un vingtième au moins affecté à la formation d'un fonds de réserve dit "Réserve légale".

*Ad*

e prélèvement cesse d'être obligatoire lorsque la réserve atteint le dixième du capital social .

2°- Bénéfices distribuables :

Le bénéfice distribuable est déterminé conformément à la loi.

En outre , l'assemblée générale peut décider la mise en distribution de sommes prélevées sur les réserves dont elle a la disposition: en ce cas la décision indique expressément les postes de réserves sur lesquels les prélèvements sont effectués.

Hors le cas de réduction de capital , aucune distribution ne peut être faite aux actionnaires lorsque les capitaux propres sont ou deviendraient , à la suite de celle-ci , inférieurs au montant du capital augmenté des réserves que la loi ou les statuts ne permettent pas de distribuer.

L'écart de réévaluation n'est pas distribuable . Il peut être incorporé en tout ou partie du capital.

3°- Report à nouveau :

L'assemblée peut décider l'inscription , au compte report à nouveau , de tout ou partie des bénéfices distribuables Elle fixe l'affectation ou l'emploi des bénéfices ainsi inscrits à ces comptes . Ils peuvent être affectés notamment au financement des investissements de la société.

4°- Sommes distribuables:

Le total du bénéfice distribuable et des réserves , diminué le cas échéant, des sommes inscrites , au compte report à nouveau , dont l'assemblée à la disposition , constitue les sommes distribuables .

## II - REPARTITION DES BENEFICES DIVIDENDES:

1°- Affectation des bénéfices :

Après approbation des comptes et constatation de l'existence des sommes distribuables , l'assemblée générale détermine la part attribuée aux associés sous forme de dividendes . Toutefois , lorsqu'un bilan établi au cours ou à la fin de l'exercice et certifié par un commissaire aux comptes fait apparaître que la société , depuis la clôture de l'exercice précédent , après constitution des amortissements et provisions nécessaires et déduction faite s'il y a lieu des pertes antérieures ainsi que des sommes à porter en réserves en application de la loi ou des statuts et compte tenu du report bénéficiaire, a réalisé un bénéfice , il peut être distribué des acomptes sur dividendes avant l'approbation des comptes de l'exercice. Le montant de ces acomptes ne peut excéder le montant du bénéfice défini au précédent alinéa.

Tout dividende distribué en violation des règles ci-dessus énoncées est un dividende fictif.

2°- Paiement des dividendes:

Conformément à l'article 2277 du Code Civil la prescription de cinq ans est applicable aux dividendes non réclamés.

Les modalités de mise en paiement des dividendes , votés par l'assemblée générale , sont fixées par elle ou , à défaut par la gérance.

Toutefois, la mise en paiement des dividendes doit avoir lieu dans un délai maximum de neuf mois après la clôture de l'exercice. La prolongation de ce délai peut être accordé par ordonnance

Le président du Tribunal de Commerce statuant sur requête à la demande de la gérance.

3° - Répétition des dividendes:

Aucune répétition des dividendes ne peut être exigée, hors les cas de distribution de dividendes fictifs, ou de distribution d'un intérêt fixe ou intercalaire. Dans ce cas, l'action en répétition se prescrit par trois ans à compter de la distribution des dividendes. En outre, la société doit prouver que les bénéficiaires de la distribution avaient connaissance du caractère irrégulier de celle-ci, ou ne pouvaient l'ignorer compte tenu des circonstances.

ARTICLE 33 - COMPTE COURANTS D'ASSOCIES

Chaque associé à la possibilité, avec le consentement de la gérance, de verser dans la caisse sociale les fonds jugés utiles aux besoins de la société. Les conditions de fonctionnement de ces comptes, la fixation des intérêts, les délais pour retirer les sommes sont arrêtés dans chaque cas par accord entre la gérance et les intéressés en appliquant les dispositions de l'article 21 des présents statuts.

TITRE VIII

TRANSFORMATION - DISSOLUTION - LIQUIDATION

ARTICLE 34 - TRANSFORMATION

La transformation de la société en société en nom collectif en commandite simple ou en commandite par actions, exige l'accord unanime des associés.

La transformation en société anonyme ne peut être décidée qu'à une double condition: que soit obtenue la majorité requise pour la modification des statuts et que la société à responsabilité limitée ait établi et fait approuver par les associés le bilan de ses deux premiers exercices. Toutefois et sous ces mêmes réserves, la transformation en société anonyme peut être décidée par des associés représentant la majorité des parts sociales, si les capitaux propres figurant au dernier bilan excèdent cinq millions de francs. La décision de transformation est précédée du rapport d'un commissaire aux comptes inscrit, sur la situation de la société.

Par ailleurs, un ou plusieurs commissaires à la transformation chargés d'apprécier sous leur responsabilité la valeur des biens composant l'actif social et les avantages particuliers, sont désignés par décision de justice à la demande des dirigeants sociaux ou de l'un d'eux; ils peuvent être chargés de l'établissement du rapport sur la situation de la société mentionné ci-dessus. Dans ce cas, il n'est rédigé qu'un seul rapport. Le commissaire aux comptes de la société peut être nommé commissaire à la transformation. Le rapport est tenu à la disposition des associés. Toutefois, une décision unanime des associés peut désigner comme commissaire à la transformation le commissaire aux comptes de la société.

Les associés statuent sur l'évaluation des biens et l'octroi des avantages particuliers; ils ne peuvent les récuser qu'à l'unanimité. A défaut d'approbation expresse des associés, mentionnée au procès-verbal, la transformation est nulle.

Une transformation effectuée en violation de ces dispositions est nulle.

Si la société vient à comprendre plus de cinquante associés étant entendu que chaque indivision ne compte que pour un seul associé, elle doit, dans le délai de deux ans, être transformée en société anonyme. A défaut elle est dissoute à moins que pendant ledit délai, le nombre des associés ne soit devenu égal ou inférieur à cinquante. Les associés ont l'obligation d'obtenir par tous moyens une réduction de leur nombre. Ceux des associés qui s'opposeraient à toute solution raisonnable tendant à ce résultat seraient tenus pour responsables du préjudice que pourrait causer la dissolution de la société.

#### ARTICLE 35 - DISSOLUTION

##### I - DISSOLUTION A L'ARRIVEE DU TERME A DEFAUT DE PROROGATION

La société est dissoute à l'arrivée du terme à défaut de prorogation. Un an au moins avant la date d'expiration de la société, la gérance devra provoquer une réunion de la collectivité à l'effet de décider, dans les conditions requises pour les décisions collectives extraordinaires, si la société doit être prorogée.

La décision des associés sera dans tous les cas rendue publique. A défaut par la gérance de procéder à cette convocation, tout associé pourra demander au président du Tribunal de Commerce statuant sur requête, la désignation d'un mandataire chargé de consulter les associés sur cette question.

##### II - DISSOLUTION ANTICIPEE

###### 1° - Réunion de toutes les parts en une seule main

En cas de réunion en une seule main de toutes les parts d'une société à responsabilité limitée, les dispositions de l'article 1844-5 du Code Civil relatives à la dissolution judiciaire ne sont pas applicables.

En cas de dissolution, celle-ci entraîne la transmission universelle du patrimoine de la société à l'associé unique, sans qu'il y ait lieu à liquidation. Les créanciers peuvent faire opposition à la dissolution dans le délai de trente jours à compter de la publication de celle-ci. Une décision de justice rejette l'opposition ou ordonne soit le remboursement des créances, soit la constitution de garanties si la société en offre et si elles sont jugées suffisantes. La transmission du patrimoine n'est réalisée et il n'y a disparition de la personne morale qu'à l'issue du délai d'opposition ou, le cas échéant, lorsque l'opposition a été rejetée en première instance ou que le remboursement des créances a été effectué ou les garanties constituées.

*pd*

## 2° - Décision des associés

La dissolution anticipée de la société peut être décidée à tout moment par les associés représentant les trois quarts des parts sociales.

## 3° - Capitaux propres inférieurs à la moitié du capital social

Si du fait de pertes constatées dans les documents comptables, les capitaux propres de la société deviennent inférieurs à la moitié du capital social, les associés décident, dans les quatre mois qui suivent l'approbation des comptes ayant fait apparaître cette perte, s'il y a lieu à dissolution anticipée de la société.

Si la dissolution n'est pas prononcée à la majorité exigée pour la modification des statuts, la société est tenue, au plus tard à la clôture du deuxième exercice suivant celui au cours duquel la constatation des pertes est intervenue et sous réserve des dispositions de l'article 27, de réduire son capital d'un montant au moins égal à celui des pertes qui n'ont pu être imputées sur les réserves, si, dans ce délai les capitaux propres n'ont pas été reconstitués à concurrence d'une valeur au moins égale à la moitié du capital social.

Dans les deux cas, la résolution adoptée par les associés est publiée dans un journal habilité à recevoir les annonces légales dans le département du siège social, déposée au greffe du Tribunal de Commerce du lieu de ce siège et inscrite au Registre du Commerce et des Sociétés. A défaut par le gérant ou le commissaire aux comptes de provoquer une décision ou si les associés n'ont pu délibérer valablement, tout intéressé peut demander en justice la dissolution de la société.

Il en est de même si les dispositions de l'alinéa 2 ci-dessus n'ont pas été appliquées. Dans tous les cas, le tribunal peut accorder à la société un délai maximal de six mois pour régulariser la situation; il ne peut prononcer la dissolution si, au jour où il statue sur le fond, cette régularisation a eu lieu.

## 4° - Capital social inférieur au minimum légal

La réduction du capital à un montant inférieur au minimum légal ne peut être décidée que sous la condition suspensive d'une augmentation de capital destinée à amener celui-ci à un montant au moins égal au montant du minimum légal, à moins que la société ne se transforme en société d'une autre forme.

En cas d'inobservation des dispositions du précédent alinéa tout intéressé peut demander en justice la dissolution de la société. Cette dissolution ne peut être prononcée si, au jour où le tribunal statue sur le fond, la régularisation a eu lieu.

## ARTICLE 36 - LIQUIDATION

### I - OUVERTURE DE LA LIQUIDATION ET EFFETS

La société est en liquidation dès l'instant de sa dissolution pour quelque cause que se soit: sa dénomination sociale est alors suivie de la mention "société en liquidation".

Cette mention, ainsi que le nom du ou des liquidateurs, doivent figurer sur tous les actes et documents émanant de la société et destinés au tiers, notamment sur toutes les lettres, factures, annonces et publications diverses. La personnalité morale de la société subsiste, pour les besoins de la liquidation, jusqu'à la clôture de celle-ci. La dissolution de la société ne produit ses effets à l'égard des tiers qu'à compter de la date à laquelle elle est publiée au Registre du Commerce et des Sociétés.

La dissolution de la société n'entraîne pas de plein droit la résiliation des baux des immeubles utilisés pour son activité sociale y compris les locaux d'habitation dépendant de ces immeubles.

Si en cas de cessation du bail, l'obligation de garantie ne peut plus être assurée dans les termes de celui-ci, il peut y être substitué, par décision du président du tribunal de grande instance du lieu de la situation de l'immeuble, toute garantie offerte par le cessionnaire ou un tiers, et jugée suffisante.

### II - DESIGNATION DU OU DES LIQUIDATEURS

Les fonctions de la gérance prennent fin par la dissolution de la société. La collectivité des associés conserve les mêmes pouvoirs qu'avant la dissolution de la société. Elle règle le mode de liquidation et nomme un ou plusieurs liquidateurs dont elle détermine les pouvoirs.

Les liquidateurs exercent leurs fonctions conformément à la loi.

Si les associés n'ont pu nommer un liquidateur, celui-ci est désigné par ordonnance du président du Tribunal de Commerce statuant sur requête. La gérance doit remettre ses comptes aux liquidateurs accompagnés de toutes les pièces justificatives en vue de leur approbation par une décision collective des associés.

### III - CONTROLE DE LA LIQUIDATION

En l'absence de commissaires aux comptes, les associés peuvent par une décision prise à la majorité du capital, désigner un ou plusieurs mandataires chargés de contrôler les opérations de liquidation. Leurs pouvoirs, leurs obligations et leur rémunération sont fixés par l'assemblée qui les nomme.

#### IV - FIN DE LA LIQUIDATION

Les associés sont convoqués en fin de liquidation pour statuer sur le compte définitif de liquidation, sur le quitus à donner au liquidateur pour sa gestion et la décharge de son mandat et pour constater la clôture de la liquidation.

A défaut, tout associé peut demander au président du Tribunal de Commerce statuant sur référé, la désignation d'un mandataire chargé de procéder à la convention.

#### TITRE IX

#### CONTESTATIONS - DISPOSITIONS DIVERSES -

#### ARTICLE 37 - CONTESTATIONS :

Toutes les contestations qui peuvent s'élever pendant le cours de la société ou de sa liquidation, soit entre associés et la société, soit entre associés eux-mêmes, concernant les affaires sociales, l'interprétation ou l'exécution des présents statuts sont soumis à la juridiction des tribunaux compétents du lieu du siège social.

A cet effet, en cas de contestation, tout associé doit faire élection de domicile, dans le ressort du tribunal compétent du lieu du siège social et toutes assignations et significations sont régulièrement faites à ce domicile.

A défaut d'élection de domicile, les assignations et vérifications sont valablement faites au parquet du procureur de la république près le tribunal de grande instance du lieu du siège social.

#### ARTICLE 38 - DELAIS :

Les délais stipulés aux présentes statuts doivent être décomptés selon les règles fixées par les articles 640 et 642 du nouveau Code de Procédure Civile.

CERTIFIE CONFORME.

La Gérance.

